

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Au nom de l'intérêt général...

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

NOMBREUX ont été attentifs à la sortie, le 31 décembre 2021, du chef de l'Etat. Surtout lorsqu'il a évoqué les mouvements de grève enregistrés depuis plusieurs mois maintenant dans nombre de secteurs de l'administration. A cet effet, Ali Bongo Ondimba est revenu sur les grèves dans les régies financières et au niveau des enseignants de l'Education nationale.

Ce choix du président de la République est sans doute motivé par le fort impact que ces grèves ont respectivement sur l'avenir des élèves et sur les finances publiques. "En cette période difficile, où nous devrions toutes et tous faire preuve de solidarité, certains ont cru bon de déclencher des mouvements de grèves", a déploré le numéro un gabonais. Et de poursuivre : "Prendre en otage les enfants de ce pays ; nos enfants, nos progénitures, hypothéquer leur futur au nom de je ne sais quel intérêt, c'est véritablement irresponsable et condamnable". Tout comme il a indiqué que la grève des régies financières "provoque des pertes financières et de graves perturbations dans le fonctionnement de l'Etat. Il devient plus



Photo: DR

**Il revient maintenant à la Première ministre Rose-Christiane Ossouka Raponda, et à son gouvernement de trouver de nouveaux mécanismes pour faire entendre raison aux partenaires sociaux.**

difficile d'assurer les salaires des nos médecins ou de nos enseignants, de régler les pensions de nos retraités, de financer les médicaments pour les Gabonais économiquement faibles (...). Ali Bongo, qui a appelé les Gabonais à la solidarité et au patriotisme dans un contexte aussi difficile, n'a pas manqué de déplorer que certains agents de l'Etat aient "perdu le sens de l'intérêt général".

La question que nombre d'observateurs de la vie publique gabonaise se posent est celle de savoir comment ce discours a été apprécié aussi bien du côté des

grévististes que du gouvernement. Surtout que depuis plusieurs semaines, les positions se sont radicalisées. Pour certains, il revient au gouvernement de trouver de nouveaux mécanismes pour relayer cette invite à la solidarité et au sens de l'intérêt général auprès des partenaires sociaux.

La crainte ici c'est de voir les syndicats en grève, qui ont déjà considéré que leurs tutelles respectives ne sont plus des interlocuteurs crédibles, camper sur leurs positions. Ce qui, malheureusement, pourrait conduire le chef de l'Etat à des initiatives d'un autre genre.

## Présidentielle 2023 : Ali Bongo Ondimba annonce subtilement la couleur !

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

TOUTS les initiés et autres observateurs de la "gestion de la cité" le savent : en politique, tout réside dans les détails, non-dits et sous-entendus. Une énième preuve vient d'être apportée [pour ceux qui en douteraient encore] par le président de la République en personne, Ali Bongo Ondimba, lors de sa dernière adresse à la Nation. Ce dernier a glissé subtilement un mot sur les élections générales à venir.

Avant de conclure son adresse de fin d'année, le chef de l'Etat est revenu sur sa convalescence difficile, à la suite de l'accident cardiovasculaire dont il a été victime en 2018 à Ryad, en Arabie Saoudite. Des ennuis de santé désormais derrière lui. Occasion pour le premier magistrat de remercier le peuple gabonais. Pour certains, non sans annoncer son intention (certes voilée) de briguer le prochain scrutin présidentiel.

"(...) Ma détermination est farouche. Mon énergie est toujours aussi grande. En 2021, comme lors des années précédentes, j'ai toujours été là pour vous tous. Je le serai à nouveau en 2022 ; et au-delà", a lâché le "locataire du bord de mer". Une annonce ayant le mérite d'être claire ; exceptée pour les néophytes de la chose politique.

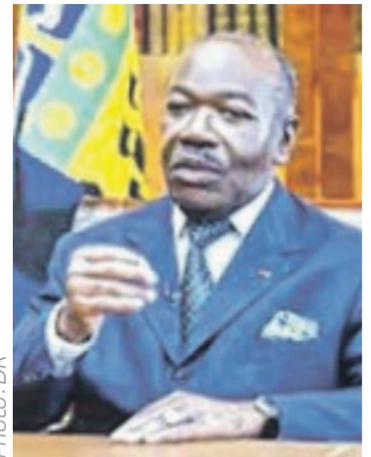


Photo: DR

**Ali Bongo Ondimba a jeté un pavé dans la mare au sujet de la prochaine présidentielle.**

En effet, les textes du Parti démocratique gabonais (PDG) font du président de la République, par ailleurs "Distingué camarade président", le candidat naturel de cette écurie politique au scrutin présidentiel. Idem pour les clauses de la Majorité sociale et républicaine pour l'émergence (MRSE) stipulant que le candidat du "parti de masse" est de facto le porte-étendard des partis membres de la galaxie présidentielle.

À un an de cette échéance capitale, il ne fait l'ombre d'aucun doute que le sujet va de plus en plus cristalliser l'attention des éminences grises et autres hiérarques de Louis, siège du PDG. Il faut bientôt s'attendre à des appels à candidature tous azimuts en faveur d'Ali Bongo Ondimba et autres motions de soutien.

## Miroir du gouvernement

### Tirer les enseignements

À chaque nouvelle année, son lot de bonnes résolutions et d'interrogations. S'inscrivant dans cette logique, on ne peut raisonnablement pas s'empêcher de se demander à quelle sauce serons-nous mangés par le gouvernement en 2022 ?

Cette question paraît d'autant plus pertinente que ces derniers temps, l'équipe gouvernementale est parue bien à la peine, voire à bout de souffle. Confrontée depuis plusieurs semaines à un front social en ébullition, elle vient d'essuyer deux revers de taille à travers l'annulation, coup sur coup, en l'espace de sept jours, par la Cour constitutionnelle, de l'arrêté 0559/PM du 25 novembre 2021 et 0685/ PM du 24 décembre 2021.

Le plus grave dans tout cela, c'est qu'au lendemain de la première décision de la haute juridiction, côté gouvernement, les choses sont allées dans tous les sens. Laissant transparaître un manque de cohésion, une absence de

fil conducteur dans l'exercice de communication tous azimuts auquel tous les membres du gouvernement, à quelques exceptions près, s'étaient livrés, notamment sur les réseaux sociaux.

Pire, l'un d'entre eux, le ministre de la Promotion de la Bonne gouvernance, par ailleurs avocat, Me Francis Nkea Ndzigue, pour ne pas le citer, au mépris de la retenue qui sied en pareille circonstance, a poussé le bouchon trop loin en qualifiant "la requête de fantaisiste et politique". Tout en indiquant "qu'elle sera déclarée irrecevable". Au bout du compte, il s'est bien planté.

Tout ceci pour signifier qu'il importe à Rose Christiane Ossouka Raponda et à l'ensemble des membres de son équipe de tirer véritablement tous les enseignements de tout ce qui vient de se dérouler. Au besoin, en se réinventant. En étant moins condescendant. En prenant en compte, autant que nécessaire, dans leurs décisions,

des avis de la masse critique de plus en plus audible, notamment sur les réseaux sociaux.

Car, s'il y avait à retenir quelque chose du bras de fer entre le gouvernement et le Copil citoyen, c'est sans doute que la verticalité unilatérale des mesures gouvernementales dans certains domaines est de moins en moins digeste. Comme quoi, après tout cela, l'équipe gouvernementale ne peut s'empêcher de faire son introspection. D'autant qu'aux yeux d'une bonne partie de l'opinion publique, son image en sort très écornée.

La démocratie aimait à dire l'homme d'Etat français Pierre Mendès France, "c'est beaucoup plus que (...) le gouvernement de la majorité. C'est un type de mœurs, de vertu, de scrupule, de sens civique, de respect de l'adversaire".

J.KOMBILE MOUSSAVOU